



THEME : FINANCES – DECISIONS BUDGETAIRES

OBJET : AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC : FIXATION
D'UNE REDEVANCE POUR LA FERMETURE D'UNE RUE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 3 AVRIL 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 27 mars 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 3 avril 2023 à 19 h 00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Christophe BLANC, Bertrand BONNAMOUR, Suzy CASSAR, Sylvie CHARDEYRON, Annie COLOMB, Denis COLLET, Radikah JUMMUN, Eric TRINQUET

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Nathalie TISSOT donne pouvoir à Suzy CASSAR

Nathalie ROMANET donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE

Umus PERRONE donne pouvoir à Sylvie CHARDEYRON

Absents non excusés :

Mihrican AVCI

Brigitte LIMODIN

Thomas GIRARD

Monsieur le maire rappelle au Conseil municipal que l'occupation du domaine public est conditionnée par la délivrance d'une autorisation préalable délivrée à titre temporaire, précaire et révocable par l'Autorité gestionnaire du domaine en question.

Il rappelle, également, la délibération n° BM-2021-91 prise le 6 décembre 2021 qui applique les tarifs d'occupation temporaire du domaine public.

Suite à la demande de notre Police Municipale, une évolution est à apporter sur l'aspect lié à la fermeture de route et rue sur la commune pour travaux.

Actuellement rien n'a été prévu à cet effet, et il serait en l'état actuel difficile et interdit de demander une redevance.

Pour cela il a été décidé par la commission de :

Créer une redevance pour la fermeture d'un chemin, d'une voie communale et route départementale.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Obligation de faire cette demande 5 jours ouvrés avant le début des travaux sur les chemins et rues communales et 10 jours ouvrés pour les routes départementales (exception en cas d'urgence absolue)

Tarifs journaliers :

50 €/jour pour une fermeture de la chaussée limitée à 2 jours consécutifs.

100 €/jour pour une fermeture allant de 3 à 5 jours consécutifs.

Pour une demande supérieure, il est obligatoire d'obtenir l'accord des services du Département et la redevance de 100 €/jour sera appliquée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À 13 VOIX POUR et 3 VOIX D'ABSTENTION DE SES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- **APPROUVE** l'instauration de la redevance pour occupation temporaire du domaine public aux conditions ci-dessus exposées.
- **CHARGE** Monsieur le maire d'appliquer la présente délibération à compter de son entrée en vigueur.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.